Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Mondialisation-deux-ou-trois-choses-que-l-on-sait-d-elle>

Mondialisation : deux ou trois choses que l'on sait d'elle

- Empire et Résistance -

Date de mise en ligne : mardi 24 février 2004

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Par Christian Chavagneux

[Alternatives Economiques](#), février 2004

Aussi imprécises soient-elles, les statistiques disponibles ne laissent aucun doute sur le constat : l'économie n'a jamais été aussi mondialisée qu'aujourd'hui. Tous les indicateurs convergent en ce sens : la part des échanges, des investissements et du stock d'actifs financiers placés à l'étranger atteint, en proportion des richesses nationales, une part inégalée jusqu'ici. La mondialisation, à laquelle 64 % des Européens se disaient favorables en octobre 2003 [1], est donc bien réelle.

Reste alors à comprendre la signification de cette évolution. Et c'est là que les choses se gâtent. Car de toute la littérature - foisonnante - sur la mondialisation, on ressort surtout avec des convictions fermes... sur ce qu'elle n'est pas. D'abord, elle n'est pas nouvelle. L'élévation du niveau d'éducation, associée à la révolution technologique et à celle du bateau à vapeur, faisait penser au président des Etats-Unis, Ulysse Grant, que le monde était, en 1873, à l'aune de devenir une nation unique. Depuis très longtemps, les élites des pays industrialisés ont conscience d'habiter une même planète. Ainsi, lorsqu'au début du XIXe siècle, les saint-simoniens (les modernistes de l'époque) créent un journal, ils décident de l'appeler Le Globe.

Des travaux des historiens économistes d'hier, comme Fernand Braudel, à ceux des économistes historiens d'aujourd'hui, comme Jeffrey G. Williamson, Kevin H. O'Rourke, Michael D. Bordo, Alan M. Taylor et d'autres, tous confirment la tendance de longue durée du capitalisme à opérer dans un espace dépassant les frontières politiques des nations. De la même façon, Dominique Martin, Jean-Luc Metzger et Philippe Pierre [2] montrent que les sociologues réfléchissent depuis longtemps aux conséquences de la multiplication des échanges internationaux sur les sociétés. « Soulignant à la fois le rôle d'acteurs privilégiés (entrepreneurs, décideurs publics) et le caractère quasi automatique de l'extension internationale des groupements sociaux, insistant sur l'interdépendance des dimensions économiques, culturelles et imaginaires », les pères fondateurs de la sociologie ont réfléchi depuis longtemps aux concepts clés de compréhension du changement social dans la mondialisation.

Ni mondiale ni libérale

Si elle n'est pas nouvelle, la mondialisation n'est pas non plus mondiale. Du paysan chinois au bushman africain, une part importante de la population de la planète ne vit pas à l'heure du temps mondial. Une caractéristique qui n'est pas propre aux pays du Sud. Fernand Braudel avait déjà remarqué que même les zones les plus en prise avec la mondialisation sont « trouées d'innombrables puits, hors du temps du monde ». On peut en être surpris, mais à la question « avez-vous déjà entendu parler de mondialisation ? », 39 % des Luxembourgeois, 38 % des Britanniques, 14 % des Français et 23 % des Européens répondent par la négative. Voilà un terrain d'analyse intéressant pour les sociologues.

La mondialisation n'est pas non plus libérale. L'évidence est telle que l'on se demande comment les deux termes ont pu être associés, aussi bien par ceux qui s'en veulent les thuriféraires que par ceux qui s'y opposent. Les deux grandes périodes de mondialisation, au début du XXe siècle et au début du XXIe, sont marquées par une progression rapide, pour la première, et par un poids important des prélèvements obligatoires, pour la seconde. Aujourd'hui, près de la moitié des richesses produites dans les économies des pays industrialisés est prélevée par l'Etat pour être redistribuée. La France n'est pas la dernière à ce jeu, ce qui ne l'empêche pas - ou lui permet ? - de compter parmi les premiers bénéficiaires des flux internationaux d'investissement.

D'une manière générale, des politiques commerciales protectionnistes à la défense des champions nationaux, en passant par le refus de toute ingérence fiscale internationale, le niveau élevé des subventions agricoles et les

contraintes sur la circulation des hommes, les pays riches sont loin d'être fidèles aux discours libéraux entonnés avec régularité par leurs dirigeants. De même, les pays du Sud qui réussissent, que ce soit la Corée du Sud, la Chine, le Brésil ou d'autres, ont organisé leur développement d'une main autoritaire. Et ceux qui ne réussissent pas ont inventé depuis vingt ans toutes les ruses possibles pour faire croire aux institutions internationales qu'ils obéissaient à leurs injonctions de libéralisation, tout en continuant à manipuler les marchés des changes, aussi bien que les processus de privatisation. Quant aux institutions multilatérales, internationales ou européennes, elles restent marquées par les effets de domination entre les Etats qui les composent.

Le faux nez du libéralisme est également présent sur le visage des entreprises privées. Nombre de secteurs sont désormais aux mains de quasi-monopoles mondiaux, comme Microsoft, ou d'oligopoles, dont la première stratégie est de minimiser, autant que faire se peut, la concurrence. Et les cartels internationaux se portent bien. D'une manière générale, les entreprises véritablement globales restent assez rares, tant les fonctions aussi essentielles que la recherche-développement ou le financement à long terme restent largement ancrées dans les espaces nationaux d'origine. Il a fallu toute la force de conviction des idéologues libéraux pour nous faire croire que la mondialisation était l'aboutissement de leurs rêves.

Ni naturelle ni rouleau compresseur culturel

La mondialisation n'est pas non plus ce rouleau compresseur culturel qui fera de chaque habitant de la planète un Yankee obèse, gavé de Coca-Cola et de hamburgers. Et obnubilé par le devoir de sauver la planète de l'Empire du mal, comme le réussissent si bien Sylvester Stallone, Arnold Schwarzenegger, Tom Cruise, Bruce Willis et les héros magiques des studios Disney ! Les cultures se nourrissent et se construisent de leurs contacts avec l'étranger. Leur capacité de résistance et de récupération locale des messages globaux reste forte, comme le montrent les comportements des populations des pays de l'Est, après la chute de l'URSS, ou celles des pays ayant connu le joug colonial.

La mondialisation ne tue pas la diversité du monde : les capitalismes nationaux restent différents, les modes de gestion au sein de chaque filiale d'une même multinationale également, et la série Dallas était perçue comme une production télévisuelle séditeuse dans certaines parties du monde, tant elle mettait à jour les turpitudes du capitalisme américain et de son modèle familial...

Enfin, la mondialisation n'est pas naturelle. Elle est le fruit de compromis, de choix et de non-choix politiques, qui mettent en scène un nombre important d'acteurs. Des affrontements qui ne se résument pas à une bataille entre Etats, marchés et société civile internationale. L'histoire, les théories politiques et l'évolution récente du monde montrent qu'acteurs publics et privés vivent en symbiose plus qu'en opposition. Les transformations des Etats, des sociétés et du capitalisme n'obéissent pas à des logiques contradictoires, mais à des dynamiques conjointes [3]. Les Etats-Unis y jouent un rôle déterminant. Mais ils sont loin d'être les seuls responsables de l'état du monde. Les grands acteurs privés internationaux (investisseurs, multinationales) peuvent arriver à orienter la mondialisation dans la direction qu'ils souhaitent. Ainsi, 62 % des Européens pensent que les multinationales exercent une influence trop forte sur la mondialisation et 59 % pensent la même chose des milieux financiers (41 % des Britanniques, 67 % des Français). Enfin, il ne faut pas oublier la « mondialisation par le bas », que décrit Alain Tarrus [4], celle des nomades des échanges informels, avec son respect de la parole donnée, sa capacité à intégrer les différences culturelles et ses relations ambiguës à la société, aux firmes et aux pouvoirs en place. La mondialisation n'est pourtant le résultat d'aucun complot. Ses différents acteurs (Etats, marchés, sociétés) la reçoivent autant qu'ils la font.

Voilà tout ce que la mondialisation n'est pas. Mais qu'est-elle aujourd'hui pour nous ? L'historien Frederick Cooper fait remarquer que « derrière la vogue de la "mondialisation", il y a l'ambition de comprendre l'interconnexion entre différentes parties du monde, d'expliquer les mécanismes nouveaux qui président aux mouvements de capitaux, des hommes et des cultures, et d'inventer les institutions capables de les réguler » [5]. Un programme qui reste d'actualité.

Post-scriptum :

Notes :

[1] Flash Eurobaromètre n° 151b, novembre 2003, Commission européenne.

[2] Dans Les métamorphoses du monde. Sociologie de la mondialisation, éd. du Seuil, 2003.

[3] Comme le montre superbement Jean-François Bayart dans Critique politique de la mondialisation, à paraître chez Fayard, début 2004.

[4] La mondialisation par le bas, éd. Balland, 2002. Voir aussi « Les contrebandiers de la mondialisation », Alternatives Economiques n° 216, juillet-août 2003.

[5] « Le concept de mondialisation sert-il à quelque chose ? », Critique Internationale n° 10, janvier 2001.